

Comprendre >> le Sud. Entre mondialisation et altermondialisation

Introduction

De l'aveu même des institutions financières internationales, la mondialisation produit des gagnants et des perdants. Cette constatation s'impose avec davantage de force s'agissant des pays du Sud, où les systèmes de protection sociale sont inexistantes : si une petite frange de la population a pu « saisir les opportunités économiques » offertes par la mondialisation, la précipitation de ces sociétés dans le grand jeu de la compétition mondiale et le retrait concomitant de l'Etat ont laminé les sources de revenu et les moyens d'existence précaires dont dépendaient les couches les plus vulnérables. Au-delà des chiffres et des tendances froides exhibés par les experts du développement, ces perdants ont une figure, une histoire : paysans criblés de dettes contraints à s'entasser dans les bidonvilles, communautés autochtones expropriées sous la pression des multinationales, employés de la fonction publique dégraissés se dépêtrant dans les affres de l'économie informelle, ouvrières exploitées dans les zones franches d'exportation, ménages forcés de choisir entre dépenses d'éducation et de santé...

C'est aux dynamiques de résistance de ces nouveaux damnés de la terre qu'est consacré cet ouvrage, et plus particulièrement à la capacité des organisations populaires à hisser leurs revendications à l'échelle internationale. En effet, en dépit de contextes politiques et matériels adverses, ces mouvements s'efforcent d'émerger sur la scène publique mondiale. Depuis le milieu des années 1990, la vague des contre-sommets, des manifestations internationales et des forums sociaux a multiplié les occasions pour les militants du Sud de se frotter à l'international et de s'impliquer activement dans les campagnes mondiales en forgeant de nouvelles coalitions ou en intégrant des réseaux déjà existants. Pour autant, l'internationalisation de leur action est un défi à plus d'un titre : manque d'accès à l'information internationale, absence de débat public autour des négociations commerciales, opacité des gouvernements, ignorance des langues étrangères, difficulté matérielle ou politique de se déplacer librement. Il faut d'ailleurs reconnaître le rôle des intellectuels progressistes nationaux et des ONG de solidarité du Nord dans la lente socialisation de ces mouvements à l'international.

L'objectif de ce livre est de montrer en quoi et comment les campagnes internationales parties prenantes à l'altermondialisme relaient et prolongent les luttes menées sur le terrain par les populations affectées par la mondialisation. Pour illustrer ce phénomène, nous avons choisi cinq domaines fort différents mais cruciaux en termes de développement - l'alimentation, les services publics, l'environnement, le travail et l'identité autochtone - dont les logiques et les équilibres sont perturbés par la mondialisation. Chacun de ces domaines est d'une part l'objet de discours officiels et d'interventions de la part des agences de coopération qui visent à les « réformer », d'autre part un enjeu de mobilisation pour les groupes sociaux qui en dépendent et qui refusent que leur gestion soit abandonnée au simple jeu de l'offre et de la demande, ce qui, dans des contextes fortement inégalitaires, revient à pénaliser les groupes les plus vulnérables.

C'est armés d'un discours centré sur l'idée de « droits » que ces mouvements de paysans, de travailleurs, d'indigènes et autres s'efforcent d'internationaliser leur action et d'influer sur les organismes supranationaux qui comptent en matière d'alimentation, de conditions de travail ou de statut des minorités. Bien sûr, chacune de ces mobilisations a sa propre trajectoire, et l'orientation stratégique vers l'international vise tantôt à porter le fer contre les institutions de la mondialisation néolibérale dont les politiques de privatisation et de libéralisation s'imposent uniformément aux espaces nationaux, tantôt à contribuer à l'émergence de nouvelles normes internationales – droits des travailleurs, droits des femmes, droits des autochtones – destinées à s'imposer à leurs gouvernements nationaux. Cette volonté de voir émerger une mondialisation au sein de laquelle les droits des personnes l'emportent sur les droits des affaires est au cœur du projet altermondialiste.